

TRIBUNE

Coronavirus : briser le tabou budgétaire

Par Aurore Lalucq, eurodéputée Place Publique

(<https://www.liberation.fr/auteur/20598-aurore-lalucq>) — 13 mars 2020

à 14:56



A la bourse de Francfort, le 9 mars 2020. Photo Alex Kraus. Bloomberg/Getty Images

Face à la crise du coronavirus, il est urgent de changer le cadre budgétaire européen qui n'est plus adapté aux enjeux sanitaires, sociaux,

environnementaux d'aujourd'hui, et aux besoins de services publics partout en Europe.

TRIBUNE.

Face à la crise du coronavirus, l'eurodéputée Place publique Aurore Lalucq, soutenue par plusieurs personnalités politiques et issues de la société civile, alarme sur l'impact économique et la nécessité urgente de changer le cadre budgétaire européen qui, selon elle, n'est plus adapté aux enjeux sanitaires, sociaux, environnementaux d'aujourd'hui, et aux besoins de services publics partout en Europe.

L'épidémie de coronavirus (Covid-19), considérée comme particulièrement dangereuse par l'OMS, est loin d'être maîtrisée. Le 9 mars dernier, le virus avait officiellement contaminé l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne. Nous devons de toute urgence sortir du dogmatisme budgétaire pour faire face à cette triple crise, sanitaire, économique et sociale

Notre système de santé, épuisé par des années de coupes budgétaires et de restructuration, qui a déjà fait 8 milliards d'économies en 10 ans, est aujourd'hui mis sous pression par l'afflux de malades dus à cette épidémie. Aussi, Il est urgent de répondre à cette situation par, non seulement un investissement de l'importance de celui accordé en urgence aux hôpitaux italiens (1 milliard d'euros), mais aussi par un grand plan d'investissement dans l'hôpital et les services de santé.

Mais au-delà, l'impact de cette crise sanitaire sur l'économie s'annonce déjà dramatique. L'activité baisse fortement et les faillites de PME et d'ETI risquent de se multiplier dans tous les secteurs. L'évènementiel, culture, tourisme, restauration et hôtellerie, de nombreux secteurs des services sont déjà à l'arrêt ; les bourses s'effondrent. Nous sommes déjà dans une nouvelle crise économique et financière.

Il faut à tout prix éviter de répéter les erreurs du passé : les atermoiements de l'Union européenne pour répondre à la crise de 2008 et surtout à la crise des dettes souveraines en 2010 ont bien failli lui être fatals. Il nous faut cette fois agir de manière puissante et rapide, mais en même temps, suffisamment cohérente et coordonnée pour réussir à limiter les dégâts.

Cet épisode sanitaire met l'Europe face à ses contradictions : les Etats-membres ne peuvent plus continuer de se reposer sur la seule action de la BCE pour guérir tous les maux de l'Europe même si celle-ci a bien sûr un rôle à jouer. Ils doivent désormais prendre leur responsabilité et agir sans tarder pour soutenir massivement l'activité avec les outils budgétaires dont ils disposent : chômage partiel, aide aux entreprises en difficulté, baisse de taxes et d'impôts...

La question du financement des entreprises devient cruciale. Elle exige une coordination européenne des politiques budgétaires et fiscales et impose d'agir pour faciliter le financement des entreprises par les banques. Même l'OCDE a pointé l'urgence d'une telle politique lors d'une récente déclaration.

L'Italie a déjà mis en œuvre une série de mesures exceptionnelles de ce type et la Commission a déclaré que ces dépenses ne seraient pas comptabilisées dans le calcul de son déficit. Tant mieux.

Mais les Etats de l'Union doivent aussi reconnaître dès maintenant la nécessité de revoir en profondeur les règles budgétaires de la zone euro, ce « débat d'un autre siècle » selon les mots de notre président de la République.

Face au coronavirus, personne ne doit se voir refuser un lit ou un traitement parce qu'on a économisé depuis vingt ans sur les dépenses de santé pour respecter les règles budgétaires ! Face aux risques liés au changement climatique, nous n'avons plus le droit de mégoter sur les investissements dans les économies d'énergie ou les énergies renouvelables au nom de la règle des 3 % !

Ces règles qui devaient être source de « stabilité » nous empêchent en réalité d'investir dans notre avenir et contribuent à déstabiliser en profondeur nos sociétés et nos démocraties. Il est donc urgent de repenser

ces règles communes afin de recréer les conditions d'une prospérité partagée en Europe.

Une tribune soutenue par plusieurs personnalités politiques et issues de la société civile : **Guillaume Duval** journaliste, **Eric Andrieu** eurodéputé du Parti socialiste, **Manon Aubry** eurodéputée La France insoumise, **Christian de Boissieu** économiste, **Manuel Bompard** eurodéputé La France insoumise, **Dominique Bourg** professeur honoraire, université de Lausanne, **Damien Carême** eurodéputé EELV, **David Cayla** enseignant-chercheur en économie, université d'Angers, **Leïla Chaïbi** eurodéputée La France insoumise, **Jérôme Creel** directeur du département des études, Sciences Po, OFCE, Paris, **Olivier Faure**, premier secrétaire du Parti socialiste, **Jean-Paul Fitoussi** économiste, **Lionel Fontagné** économiste, **Raphaël Glucksmann** eurodéputé Place publique, **Sylvie Guillaume** eurodéputée Parti socialiste, **Yannick Jadot** eurodéputé EELV, **Dany Lang** économiste, université Sorbonne-Paris-Nord, **Catherine Mathieu** économiste, **Nora Mebarek** eurodéputée Parti socialiste, **Dominique Méda** professeure à l'université Paris-Dauphine, **Audrey Pulvar** journaliste, **François Ruffin** député La France insoumise, **Henri Sterdyniak** animateur des Economistes atterrés, **Matthieu Orphelin** député, **Boris Vallaud** député. ◆

[Aurore Lalucq](https://www.liberation.fr/auteur/20598-aurore-lalucq) eurodéputée Place Publique (<https://www.liberation.fr/auteur/20598-aurore-lalucq>)